

Une ambassade au Nicaragua pourrait fournir au gouvernement des renseignements beaucoup plus directs et complets qu'il n'en reçoit actuellement. Une ambassade permettrait au Canada d'entretenir des discussions suivies avec le gouvernement et le peuple nicaraguayens sur des questions d'intérêt mutuel. Les bonnes relations établies grâce à la participation de centaines de Canadiens peuvent servir à nos fonctionnaires de point de départ en vue d'établir une influence véritable au Nicaragua.

Finalement, une ambassade encouragerait le commerce entre le Nicaragua et le Canada, ce qui bénéficierait aux deux pays.

J'ai proposé des mesures qui permettraient de lancer une grande initiative diplomatique et pratique du Canada en vue de promouvoir et d'encourager la paix en Amérique centrale. Cela accélérerait l'établissement de la paix en Amérique centrale. Ce serait une réponse concrète aux désirs exprimés par des milliers de Canadiens qui ont déployé tous leurs efforts, en travaillant dans des organisations canadiennes de solidarité et dans des organismes non gouvernementaux parfois au risque de leur vie, pour aider les gens d'Amérique centrale.

C'est une chance que le Canada ne peut se permettre de laisser passer. Les habitants d'Amérique centrale méritent une paix juste et durable. Les Canadiens peuvent être des artisans de paix et ils méritent d'être reconnus comme tels.

Outre les mesures que j'ai proposées au gouvernement dans ma motion, il y a d'autres initiatives pratiques que devraient prendre le gouvernement. Par exemple, nous pouvons utiliser notre programme d'aide bilatérale pour promouvoir la paix, comme le fait M. Reagan pour faire la guerre. Nous pouvons poser comme condition à notre aide que les pays bénéficiaires respectent les termes du traité de paix, qui stipule que les pays d'Amérique centrale ne doivent pas laisser utiliser leur territoire comme base d'attaque contre d'autres pays.

Les députés savent que je fais allusion principalement au Salvador et au Honduras, puisque le Costa Rica récemment et le Nicaragua il y a quelques années ont interdit aux rebelles d'avoir des bases sur leur territoire.

Le Honduras est le principal bénéficiaire de notre aide bilatérale dans cette région. Ce pays a reçu quelques trente-sept millions de dollars d'aide canadienne au cours des cinq dernières années. C'est également le pays qui a le plus de chance de violer cet accord. Les membres du gouvernement militaire et les hommes d'affaires honduriens s'enrichissent en raflant clandestinement une partie de l'aide américaine destinés aux Contras. Le programme d'aide bilatérale américain dépend clairement de l'aide hondurienne aux Contras. Onze pistes d'atterrissage construites par les Américains et les manoeuvres militaires effectuées presque constamment par ces derniers dominent la vie économique et politique du Honduras. En conséquence, le Honduras doit choisir. Il peut décider de se conformer aux diktats du gouvernement Reagan ou d'honorer son engagement à l'égard du processus de paix. Le Canada peut lui faciliter ce choix.

Nous pouvons lier notre aide à la participation du Honduras au processus de paix. Bien entendu, nous ne pouvons espérer fournir unilatéralement une aide équivalente à celle des États-Unis, mais nous pourrions pressentir d'autres pays de notre

Paix en Amérique centrale

hémisphère et d'Europe et les inviter à constituer ensemble un fonds d'aide—une sorte de consortium pour la paix.

Voilà quelques mesures pratiques qui permettraient de supprimer certains obstacles à la paix. Mais même si les pays d'Amérique centrale pouvaient mettre un terme aux combats sans ingérence de l'extérieur, il faudrait encore s'assurer que cette paix est une paix juste. Une paix sans justice ne saurait durer en Amérique centrale, ni nulle part ailleurs. La guerre est toujours enracinée dans l'injustice. Il nous faut tirer les enseignements de l'histoire.

Les Canadiens souhaitent ardemment l'instauration d'une paix équitable en Amérique centrale. J'ai pu constater l'engagement des Canadiens à cet égard lorsque j'ai visité la région. J'ai été témoin des efforts de particuliers et d'organisations canadiens oeuvrant pour la paix et la justice. Au Guatemala, plus tôt cet été, j'ai vu une femme guatémaltèque manifester avec l'Organisation des mères des disparus dans l'espoir d'obtenir des nouvelles de ses proches.

Au printemps, au Nicaragua, j'ai rencontré un jeune apiculteur canadien au service de Care Canada qui aide les agriculteurs nicaraguéens à augmenter leur production de miel et le rendement de leurs récoltes. J'ai visité des coopératives agricoles où des Canadiens enseignent aux Nicaraguéens comment améliorer leurs techniques agricoles. Une coopérative de ce genre qui avait bénéficié de l'aide d'un groupe de l'Alberta appelé Farmers for Peace, a été attaquée par les Contras plus tôt cet été. Dix Nicaraguéens ont été tués, quatre kidnappés et un grand nombre de maisons et de bâtiments ont été brûlés. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dénoncé vigoureusement l'action des Contras en public et auprès du gouvernement américain.

D'autres projets canadiens ont également été attaqués par les Contras au Nicaragua. L'été dernier par exemple, un groupe d'enseignants de l'Ontario sont allés dans un village isolé dans les montagnes pour y construire une école. Après avoir ainsi apporté leurs contribution au programme d'alphabetisation du Nicaragua, ils sont retournés à la maison. Malheureusement, pendant qu'ils attendaient leur avion à l'aéroport de Managua, ils ont appris que les Contras avaient incendié l'école qu'ils venaient de construire. Voilà les actes de terrorisme commis par les Contras, que le président des États-Unis s'obstine à financer.

Des Canadiens ont risqué leur vie pour aider les peuples de l'Amérique centrale. Au début de l'été, George Sorger et Barbara Paleczny, qui sont associés à Amnistie internationale, se sont rendus au Salvador pour enquêter sur les nombreuses violations présumées des droits de l'homme dans ce pays. A leur retour, ils ont été arrêtés et détenus par des soldats honduriens qui les ont menacés de la torture et ont volé les notes qu'ils avaient prises au Salvador. Heureusement, ils ont été relâchés sains et saufs.

Le 31 juillet, un groupe d'enseignants canadiens qui visitaient le village de San Jose Las Flores, au Salvador, ont été capturés par des soldats gouvernementaux qui les ont détenus jusqu'au lendemain et qui ont refusé à l'un de leurs collègues malade de se faire soigner. Je cite un passage de leur rapport: